SGAE – 01/07/2021

TABLEAU DE SYNTHÈSE – INITIATIVES LEGISLATIVES PAR THEME

SOMMAIRE :

I. L'EUROPE PUISSANCE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE EXEMPLAIRE.....	2
II. L'EUROPE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DES FRONTIERES DANS UN CONTEXTE DE MENACES MULTIFORMES.....	14
III. L'EUROPE DE LA RELANCE, DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI AU SERVICE D'UNE SOUVERAINETE EUROPEENNE RENFORCEE.....	24
IV. L'EUROPE DES DROITS SOCIAUX, DE LA SANTE ET DE LA SOLIDARITE.....	46
V. L'EUROPE DE LA PROMOTION DES VALEURS EUROPEENNES, DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE.....	51
VI. L'EUROPE DE LA DEFENSE.....	55
VII. L'EUROPE ACTEUR MONDIAL.....	57

COTE	TITRE DE L'INITIATIVE	DATE DE PROPOSITION OU ETAPE DES TRAVAUX	OBJECTIF DE LA PFUE	COMMENTAIRE SUR LA NEGOCIABILITE	NATURE DE LA PRIORITE	FORMATION DU CONSEIL COMPETENTE
I. L'EUROPE PUISSANCE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE EXEMPLAIRE						
I.1	Révision de la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable	T1 2022	Lancement des discussions au Conseil		Priorité élevée	AGRI-PECHE
I.2	Projet de règlement portant sur la réduction au minimum du risque de déforestation et de dégradation des forêts associé aux produits mis sur le marché dans l'Union	T2 2021	Imprécis à ce stade	<i>Souhait du MTE que ce texte soit discuté en filière ENVI. Non mentionné dans la lettre d'intention sur le programme de travail 2021. PRSI décidera quelle filière traitera le sujet</i>	Priorité élevée	AGRI-PECHE ou ENV (en attente d'arbitrage)
I.3	Proposition législative pour réviser les indications géographiques (suite à REFIT)	T4 2021	Rapport de progrès / texte révisé si possible		Priorité élevée	AGRI-PECHE
I.4	Finalisation du règlement contrôle des pêches	2021	Trilogues	Indéfini	Priorité élevée	AGRI-PECHE
I.5	Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Nouvelle Communication (2021) - évaluation du Règlement n°1005/2008 et possible révision)	2021	Possiblement trilogues	<i>Lié à l'avancement du règlement contrôle</i>	Priorité élevée	AGRI-PECHE
I.6	Règlement PCP actuel – article 5 – proposition d'extension du régime dérogatoire d'accès aux eaux territoriales au-delà du 31 décembre 2022	À partir de juin 2021	Suivi des travaux		Priorité moyenne – sous réserve de confirmation	AGRI-PECHE

					d'inscription au calendrier	
I.7	Révision du règlement (CE) n° 1831/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 relatif aux additifs destinés à l'alimentation des animaux	T1 2022 (à confirmer)	Lancement des discussions au Conseil	Indéfini	Priorité moyenne	AGRI-PECHE
I.8	Révision du règlement (UE) n° 1144/2014 relatif à des actions d'information et de promotion concernant les produits agricoles réalisés sur le marché intérieur et dans les pays tiers	S1 2022	Imprécis à ce stade		Priorité moyenne	AGRI-PECHE
I.9	Révision éventuelle du Règlement bois de l'UE (reg. (EU) 995/2010) suite à bilan de santé	?	Imprécis à ce stade – publication prochaine du bilan santé par la COM		Priorité moyenne	AGRI-PECHE
I.10	Règlement par catégorie pour l'agriculture	T4 2021		Prolongé jusqu'au 31 décembre 2022	Priorité moyenne	AGRI-PECHE
I.11	Révision du règlement relatif aux statistiques européennes de la pêche	En attente d'informations complémentaires			indéfini	AGRI-PECHE
I.12	Révision de la directive ETS, y compris sur la partie aviation et incluant les extensions envisagées sur le bâtiment, le transport maritime, voire éventuellement routier	Juin 2021	Recherche d'un accord en trilogues	Sensibilité politique Articulation avec ETS Corsia	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.13	Révision du règlement ESR (répartition de l'effort)	Juin 2021	Recherche d'un accord en trilogues	Sensibilité politique	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.14	Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (nature du texte à déterminer)	Juin 2021	Accord législatif au Conseil / Recherche d'un accord en trilogues	Sensibilité politique Filière à préciser (Taxud pilote les travaux actuellement)	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT (probablement)

						Compétitivité ; CAE commerce à éviter CAG (décision ressources propres)
I.15	Révision du règlement CO2 des véhicules	Jun 2021	Recherche d'un accord en trilogues	Sensibilité politique	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.16	Révision du règlement LULUCF	Jun 2021	Recherche d'un accord en trilogues	Sensibilité politique	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.17	Révision de la directive sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)	T2/T3 2021	Orientation générale	-	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.18	Révision de la directive emballages	T2 2021	Orientation générale au Conseil ou trilogues	-	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.19	Révision « du règlement polluants organiques persistants (POP) »	T2 2021	Adoption formelle	-	Priorité moyenne	ENVIRONNEMENT
I.20	Proposition d'objectifs de restauration de la nature dans l'UE (stratégie biodiversité)	T4 2021	Orientation générale au Conseil ou trilogues		Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.21	Proposition en vue du durcissement des règles applicables au commerce de l'ivoire dans l'UE	2020	Accord en trilogue		Priorité élevée	ENVIRONNEMENT / COMITOLOGIE CITES
I.22	Règlement batteries	12/2020	Accord en trilogue		Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.23	Produits durables	T4/2021	Orientation générale		Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.24	Chimie durable	Fin 2021	Orientation générale	Plusieurs textes concernés et travaux en comitologie REACH	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT / certains textes en comitologie
I.25	Règlement sur les seuils d'émissions des véhicules	T3/2021	Accord en trilogue	Sujet ENVI en filière COMPET. Souhait du MTE en filière ENVI comme les normes EURO5 et 6	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT

I.26	Révision de la directive sur les eaux résiduaires urbaines	T1 2022	Fin des travaux en groupe – Orientation générale	Sujets eau sensibles politiquement Non mentionné dans la lettre d'intention sur le programme de travail 2021-	Priorité moyenne	ENVIRONNEMENT
I.27	Révision de la directive qualité de l'air (dans le cadre du plan Zéro pollution)	T4 2021 ou T3 2022 ?	Poursuite des travaux en groupe	Risque politique, très élevé (contentieux en cours) En lien avec les travaux OMS en cours jusqu'à S1 2021	Priorité moyenne	ENVIRONNEMENT
I.28	Règlement Ozone	T3/2021	Orientation générale		Priorité moyenne	ENVIRONNEMENT
I.29	Directive sur les émissions industrielles IED	T4/2021	Orientation générale	-	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.30	Révision de la directive sur les véhicules hors d'usage (VHU)	T2/T3 2021	Orientation générale	-	Non prioritaire	ENVIRONNEMENT
I.31	Réexamen de la directive ROHS sur les restrictions d'usage de produits dangereux dans les équipements électriques et électroniques	T2/T3 2021	Orientation générale	-	Non prioritaire	ENVIRONNEMENT
I.32	Révision de la réglementation concernant les huiles usagées	T1/T2 2022	Travaux en groupe	-	Non prioritaire	ENVIRONNEMENT
I.33	Révision du règlement sur le transfert des déchets frontaliers	T2 2021	Adoption formelle	Non mentionné dans la lettre d'intention sur le programme de travail 2021--	Priorité moyenne	ENVIRONNEMENT
I.34	Proposition législative relative aux allégations environnementales	T2/T3 2021	Trilogues	Sensible – lien avec CCC	Priorité élevée	ENVIRONNEMENT
I.35	Proposition visant à instaurer un droit à réparer (initiative prévue dans le plan d'action « économie circulaire »)	T2/T3 2021	Orientation générale	Sensible – lien avec CCC	Non prioritaire	ENVIRONNEMENT
I.36	Révision OGM	T1-T2 2021	Imprécis à ce stade		Non prioritaire	ENVIRONNEMENT ou AGRI

	Suite de l'arrêt CJUE (lequel ?)					
I.37	Aarhus Accès des ONG à la CJUE	T1 T2 2021	Imprécis à ce stade Double ENVI-AGRI		Priorité moyenne	ENVIRONNEMENT
I.38	Révision directive 2014/94 sur le déploiement des infrastructures de carburants alternatifs	Ete 2021 dans le cadre du paquet « Fit for 55 »	Recherche d'une orientation générale au Conseil ou un accord en trilogues	Texte prioritaire pour la présidence SI. La probabilité de voir aboutir les discussions rapidement est incertaine. Cette directive est essentielle pour inciter au déploiement des équipements nécessaires aux véhicules/vaisseaux à carburants alternatifs, mais compte tenu des enjeux énergétiques et industriels ainsi que des divergences d'approche sur les différents carburants, il n'est pas certain qu'un accord sur une OG puisse être obtenu facilement, ni a fortiori lors des trilogues avec le PE. NB : certains EM ont déjà fait connaître leur refus d'objectifs contraignants.	Priorité élevée	TTE – « TRANSPORT »
I.39	"Refuel aviation" sur la promotion des carburants renouvelables	Été 2021	Recherche d'une orientation générale au Conseil ou trilogues	La présidence slovène devrait débiter les négociations au Conseil. Les enjeux environnementaux et climatiques du texte en font une priorité. La COM annonce un texte simple et est confiante sur le fait que la présidence SI puisse parvenir à une orientation générale en décembre 2021. La PFUE devrait ainsi être en position de mener les trilogues.	Priorité élevée	TTE – « TRANSPORT »
I.40	"Refuel EU maritime" sur la promotion des carburants renouvelables	Ete - 2021	Recherche d'une orientation générale au Conseil ou trilogues	La présidence slovène devrait débiter les négociations au Conseil. Les enjeux environnementaux et climatiques du texte en font une priorité. Sa complexité est toutefois supérieure au texte miroir dans le transport aérien et	Priorité élevée	TTE – « TRANSPORT »

				des positions hétérogènes sont attendues parmi les EM. Il est plus vraisemblable que la PFUE soit en position de poursuivre les travaux au Conseil pour atteindre une orientation générale.		
I.41	Révision du règlement N°1315/2013 réseau transeuropéen de transports	Septembre 2021 (paquet « infrastructures » par contraste avec un paquet « services » en 2022)	Recherche d'une orientation générale	Il est peu probable que la présidence slovène puisse commencer les discussions au Conseil. L'intérêt d'une mise à jour du règlement semble partagé, néanmoins l'appréciation des priorités qu'il convient d'y faire valoir varie selon les États membres.	Priorité élevée	TTE – « TRANSPORT »
I.42	Initiative Corridors ferroviaires 2021 de l'UE incluant la révision du règlement 913/2010 sur les corridors de fret ferroviaire serait scindée en 2 parties : un paquet « infrastructures physiques et gouvernance » et un paquet « services » (dont le fret) en 2022	Septembre 2021 (paquet « infrastructures » par contraste avec un paquet « services » en 2022)	Recherche d'une orientation générale	Le règlement 913/2010 sur les corridors de fret ferroviaire a fait l'objet d'une consultation début 2020. Le sujet fait l'objet de rappels réguliers des délégations (déclaration de Berlin pour l'informelle du 21 septembre) dont la France, mais la question du financement reste posée.	Priorité élevée sur la partie « infrastructures » mais moyenne sur la partie « services »	TTE – « TRANSPORT »
I.43	Révision de la directive 1999/62 dite « eurovignette »	Publiée en 2017	Recherche d'un accord en trilogues	Éventuellement 1 ^e trilogue sous la présidence PT. Dans tous les cas de figure, les discussions avec le PE seront difficiles.	Priorité élevée (à revoir en fonction de l'obtention ou non d'une OG au Conseil le 3 juin 2021 et des intentions de la COM sur ETS Routier dans le paquet « Fit for 55 » de l'été 2021.	TTE – « TRANSPORT »

I.44	Révision des règlements "ciel unique" (549, 550, 551 et 552/2004)	Proposition amendée diffusée le 22 septembre 2020	Trilogues	<p>La France a une position très défensive sur cette révision (alignée avec le reste des EM au Conseil), qui mène à un risque politique si elle doit achever les trilogues.</p> <p>Les positions du Conseil et du PE étant assez éloignées, il paraît peu probable que les SI finalisent les trilogues, la PFUE interviendrait ainsi plutôt en fin de trilogues.</p>	Priorité élevée	TTE – « TRANSPORT »
I.45	Révision de la directive 2010/40 sur le déploiement des systèmes intelligents de transports	Automne 2021	Recherche d'une orientation générale	<p>Les enjeux sont importants, la France ayant déjà inscrit dans la LOM des objectifs précurseurs en matière de circulation de navettes autonomes dès début 2021, néanmoins, les divergences demeurent fortes entre États membres sur les choix technologiques ou les attentes en matière de cadre réglementaire.</p> <p>S'inscrit également dans la transition numérique, et tous les enjeux qu'elle recouvre : compétitivité, protection des normes, droits et valeurs de l'Union (ex. données et vie privée).</p>	Priorité moyenne	TTE – « TRANSPORT »

I.46	Révision de la directive 2009/16 sur le contrôle de l'Etat du port	Annoncé au T4 2021, probable glissement au T1 2022	Début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)	Mise à jour de la réglementation vis-à-vis des normes internationales. Possible vecteur d'évolution de l'aspect social en environnemental dans le transport maritime.	Priorité élevée. Demande du cabinet Mer pour introduire le bannissement des navires en dessous des normes environnementales et sociales.	TTE – « TRANSPORT »
I.47	Révision de la directive 2019/21 sur le contrôle de l'Etat du pavillon	Annoncé au T4 2021, probable glissement au T1 2022	Début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)		Priorité élevée. Demande du cabinet Mer pour introduire le bannissement des navires en dessous des normes environnementales et sociales.	TTE – « TRANSPORT »
I.48	Révision de la directive 2019/18 sur les enquêtes accidents maritimes	Annoncé au T4 2021, probable glissement au T1 2022	Début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)		Priorité moyenne	TTE – « TRANSPORT »
I.49	Révision du règlement 261/2004 sur le droit des passagers aériens	Publiée en 2013	Recherche d'une orientation générale au Conseil ou trilogues	Négociations difficiles du texte depuis 2015 avec deux minorités de blocage au Conseil. Par ailleurs, la pandémie a fait apparaître le nouveau sujet non consensuel de la garantie des billets. La COM devrait prochainement nous	Priorité moyenne	TTE – « TRANSPORT »

				préciser informellement ses intentions sur ce texte.		
I.50	Révision du règlement 1008/2008 sur les services aériens	Courant 2022 (plutôt S2 2022)	Possible début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)	La Commission a indiqué informellement que la proposition ne serait pas prête pour la PFUE. Si le texte était proposé à temps pour la présidence, il deviendrait une priorité dans la mesure où il permet de traiter des faillites des compagnies aériennes et de l'enjeu social des bases d'exploitation.	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
I.51	Révision de la directive 2009/12 sur les redevances aéroportuaires	Courant 2022 (plutôt S2 2022)	Possible début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)	La Commission a indiqué informellement que la proposition ne serait pas prête pour la PFUE	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
I.52	Révision du règlement n° 95/93 sur les créneaux aéroportuaires	Courant 2022 (plutôt S2 2022)	Possible début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)	La Commission a indiqué informellement que la proposition ne serait pas prête pour la PFUE	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
I.53	Révision de la directive 96/97 sur l'assistance en escale	Incertain	Possible début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)	La proposition ne devrait pas être prête pour la PFUE	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
I.54	Révision du règlement 80/2009 sur les systèmes informatisés de réservation	T4 2021	Possible début des négociations au Conseil	La priorité accordée à ce texte devrait être appréciée au regard du programme de travail	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
I.55	Révision du règlement 1177/2010 sur le droit des passagers par mer et par voie fluviale	T4 2021 (incertain)	Possible début des négociations au Conseil ou pendant le Trio de présidences (avec CS et SE)	En raison de la proposition tardive de la Commission, la présidence française pourrait ne pas pouvoir faire avancer les négociations. La COM devrait prochainement nous préciser informellement ses intentions sur ce texte.	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »

1.56	Révision de la directive sur les véhicules loués 2006/1	Proposition publiée en mai 2017. Proposition de mandat de négociation avec le Parlement rejetée en Coreper en juin 2020	Orientation générale prévue au Conseil transport du 3 juin 2021. SI donne priorité à un accord en trilogie	Ce texte est une source de clivages forts entre États membres alors que la France n'y a pas d'intérêt particulier, son marché étant, dans ce domaine, déjà ouvert.	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
1.57	Révision du règlement 181/2011 sur les droits des passagers par bus et autocars	Courant 2022	Possible début des négociations au Conseil	La difficulté réside à la fois dans les différences d'approches des législations nationales et la situation économique du secteur qui pourrait conduire les EM à focaliser leurs efforts sur les conditions de sa relance.	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
1.58	Révision du règlement 1073/2009 sur la libéralisation des services de transport de passagers par autobus et autocars	Proposition publiée en novembre 2017. Une seule réunion de groupe organisée en 3 ans.		La France a déjà fait part à plusieurs reprises de sa réserve à rouvrir les discussions sur ce texte qui pourraient conduire à déséquilibrer les conditions de concurrence sur son marché national, en contradiction, au demeurant, avec les incitations au report modal.	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
1.59	Révision de la directive 2006/126 sur le permis de conduire	Courant 2022 En fonction des résultats de l'évaluation d'ensemble de la directive en cours jusqu'en janvier 2021		Le contenu de projet sera déterminé par les résultats de la consultation en cours. Le futur projet comportera au moins des adaptations au progrès technique (digital notamment). Mais le sujet est sensible car cette réglementation couvre le champ des permis indispensables au transport routier (catégories C et D), et concernera aussi les constructeurs automobiles.	Non prioritaire	TTE – « TRANSPORT »
1.60	Révision de la directive 92/106 sur le transport combiné	Courant 2022 (traité en même temps que le cadre du paquet		La COM a retiré ce texte malgré une orientation générale sous la présidence RO. Elle avait annoncé vouloir proposer un nouveau texte.	A définir	TTE – « TRANSPORT »

		« services » annoncé pour 2022				
I.61	Volet social du « Paquet mobilité 1 »	2021 ?	À définir	La présidente de la COM a affirmé devant la commission TRAN du PE que pour elle la disposition relative au retour obligatoire du camion au lieu d'établissement de l'entreprise toutes les 8 semaines allait générer des déplacements supplémentaires et aurait donc un impact négatif sur l'environnement et qu'en conséquence elle procédait à des consultations en vue d'une possible initiative législative sur ce point.	À déterminer le cas échéant	TTE – « TRANSPORT »
I.62	Directive efficacité énergétique	Juin 2021	Orientation générale	Priorité SI	Priorité élevée	TTE – « ENERGIE »
I.63	Directive énergie renouvelables	Juin 2021	Orientation générale	Priorité SI	Priorité élevée	TTE – « ENERGIE »
I.64	Directive performance énergétique des bâtiments	T4/2021	Orientation générale		Priorité élevée	TTE – « ENERGIE »
I.65	Règlement gaz	T3/T4 2021	Orientation générale	Gaz décarbonés / instrument incertain	Priorité moyenne	TTE – « ENERGIE »
I.66	Directive gaz	T3/T4 2021	Orientation générale	Gaz décarbonés / instrument incertain	Priorité moyenne	TTE – « ENERGIE »
I.67	Législation pour lutter contre les émissions de méthane dans le secteur de l'énergie	T3/T4 2021	Orientation générale	Lié au « paquet gaz », filière environnement possible	Priorité moyenne	TTE – « ENERGIE »
I.68	Règlement réseau transeuropéen – énergie (RTE-E)	Décembre 2020	Adoption formelle	Sensible – sujet du financement des interconnexions électriques et gazières. Probablement adopté fin 2021	Priorité moyenne	TTE – « ENERGIE »
I.69	Plan d'action « numérisation dans le secteur de l'énergie »	Fin 2021		Contour flou. Lien avec l'intégration sectorielle	Non prioritaire	TTE – « ENERGIE »
I.70	Révision de la directive relative à l'efficacité énergétique visant à mettre en œuvre l'ambition du nouvel objectif climatique à l'horizon 2030	<u>Les discussions ont commencé sous présidence allemande</u>	Les discussions devraient se poursuivre sous présidence française		Priorité élevée	TTE – « ENERGIE »

			Adoption possible du texte sous PFUE			
I.71	Initiatives OMC - Initiative commerce et santé ; initiative de l'UE sur le commerce et le changement climatique	Conférence ministérielle (MC12) pour horizon (probablement fin 2021)	Selon les avancées à la MC12 : faire progresser les discussions en vue d'un éventuel accord plurilatéral ou multilatéral à l'OMC	Moyenne (dépendra du périmètre de la négociation)	Priorité moyenne	CAE COMMERCE
I.72	Projet de directive relative à la taxation de l'énergie (DTE)	14 juillet 2021	État des lieux des progrès accomplis sous la PFUE	Texte fiscal dont la négociation devrait se poursuivre après notre présidence. Point d'attention sur le traitement de l'hydrogène (enjeu de définition sur hydrogène renouvelable et hydrogène bas carbone).	Priorité moyenne. Le contenu de la proposition devrait se faire selon un principe de subsidiarité avec le système ETS révisé concernant la prise en compte de la composante carbone (ce qui sera traité dans ETS ne le sera pas dans DTE et inversement)	ECOFIN
I.73	Projet de règlement Ciel unique 2+	octobre 2020	La Commission souhaite l'adoption d'une orientation générale sur ce texte sous présidence portugaise		Priorité élevée	TTE – « TRANSPORT »
I.74	Stratégie sur les produits chimiques durables qui donnera lieu à la présentation d'une	Présentation du projet de texte probablement sous présidence PT	Enjeux pour les armées et pour l'industrie de défense : R&D pour la		Priorité élevée	ENVIRONNEMENT

	initiative législative par la Commission	Les discussions devraient se poursuivre sous présidence française	recherche de substituts aux substances les plus dangereuses ; risques liés à l'open data et à l'augmentation de l'utilisation du numérique ; réforme des procédures d'autorisation et de restriction dans le cadre du règlement REACH ; interdiction des substances les plus dangereuses dont tous les PFAS (particulièrement dans les mousses anti-incendie), etc. <u>Impact MINARM</u> : Les changements envisagés auront une forte incidence sur l'industrie de défense			
II. L'EUROPE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DES FRONTIERES DANS UN CONTEXTE DE MENACES MULTIFORMES						
VOLET SECURITE						
II.1	Révision du règlement Europol	Mandat du Conseil en cours de négociation	Négociations en trilogues (finalisation possible Le mandat de	Difficile, texte sensible notamment sur l'intégration par Europol dans le SIS	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »

			négociation a été présenté et validé en COREPER 2 du 30 juin 2021, ouvrant la voie à une orientation générale du Conseil sous PRSI (Conseil JAI d'octobre). La finalisation des trilogues nous incombera.)			
II.2	Révision de la directive « Advances Passenger Information » (API)	Proposition législative prévue en 2022 (a déjà fait l'objet d'un report d'un an et pourrait échapper à la PFUE)	Initiation éventuelle des discussions en groupe du Conseil pour une première lecture seulement	Texte important, mais sensible (recueil des données personnelles, extension du champ d'application de la collecte de données et de ses finalités) dans un contexte particulier (impact de la Covid 19 pour les transporteurs, entrée en application de bases de données conséquentes pour la collecte aux frontières (EES, ETIAS)	Priorité moyenne	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 3	Révision des décisions Prüm (sur l'échange d'informations entre FSI)	novembre 2021	Premières discussions au Conseil, voire orientation générale (partielle sur les sujets principaux : EPRIS, routeur). Prévenir la tentation de la COM de trop corrélér ce dossier avec le code de coopération policière. Travail en amont avec la COM pour donner de l'importance au dossier et préparation de la négociation avec	Les travaux préparatoires intenses Q1 2021 laissent envisager des orientations qui peuvent susciter le consensus (texte « à options ») mais où de nombreux EM ont des difficultés à se projeter (probable versatilité). Seul le volet« balistique » (ou « armes à feu » - probablement exclu) semble plus sujet à discussion	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »

			DE. Travail avec le PE recommandé en amont.			
II. 4	Projet de règlement relatif à la détection, le retrait et le signalement d'abus sexuels sur mineurs en ligne, et établissant le centre européen de prévention et de lutte contre les abus sexuels sur mineurs	D'ici la rentrée 2021	Au mieux, finalisation de la négociation, accord en trilogue. Plus probablement adoption de l'orientation générale du Conseil	Sensibilité moyenne Un suivi en parallèle aux travaux DSA et des trilogues E-privacy sera nécessaire	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES » A confirmer avec la présidence SI
II. 5	Directive résilience des entités critiques	16 décembre 2020	Négociation en cours au Conseil. Mandat possible fin 2021. Conclusion sous PFUE paraît envisageable en fonction de l'avancée des négociations et du travail au PE	Sensibilité moyenne. Rejoint les priorités nationales en matière de sécurité. A garder en lien avec les négociations sur DORA (FIN) et NIS 2 (Numérique)	Priorité élevée Texte intéressant les EM et moins technique qu'envisagé initialement. Un travail de réflexion va s'engager avec DE, PB, SE et FR.	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 6	Révision du règlement instituant l'agence eu-LISA	Initiative législative attendue début 2022 (calendrier incertain)	Début des discussions au Conseil	Texte dont le champ d'application pourrait être considérablement élargi à l'occasion de sa révision. S'assurer que la pérennité des équipes techniques SI de l'agence en France (Strasbourg) ne soit pas contestée	Priorité élevée Le projet de rapport préparatoire soumis au CA de l'agence doit être suivi étroitement en interministériel en 2021	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »

II. 7	Révision du règlement instituant l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT/EMCDDA)	Décembre 2021 (sous réserve que l'augmentation des moyens de l'agence ait été validée)	Début des négociations au Conseil	À déterminer (sensibilité à priori moyenne). Seul acte législatif drogue pouvant être discuté sous PFUE. NAF transmise à la COM pour exprimer nos attentes.	Priorité élevée (actualité nationale).	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 8	Code de coopération policière	Décembre 2021 (consultation publique en date de juin 2021)	Discussion en groupes techniques (IXIM, LEWP)	Sensible. Texte moins ambitieux qu'initialement prévu (la Commission envisage une directive sur l'échange d'information, votée à la majorité qualifiée et un « <i>white paper</i> » sur les opérations conjointes et outils d'enquête). Cette option, bien que très probable, n'est pour l'heure pas validée au niveau politique de la Commission.	Priorité à déterminer. Isoler le dossier de Prüm.	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 9	Révision du règlement sur l'importation, l'exportation et le transit d'armes à feu en vue d'un usage civil	Q1 2022 (à priori)	Discussion en groupe du Conseil	À déterminer	Priorité moyenne. Déterminer l'enceinte de négociation (LEWP, GUD) au Conseil	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES » À confirmer
II. 10	Négociation par la COM d'un accord avec Interpol	Finalisation du mandat de négociations UE/Interpol (Passage probable en CRP puis Conseil les 22 / 23 juillet) pour l'ouverture des négociations (attendue fin juillet)	Points réguliers par la COM en groupe IXIM. Permettre une avancée rapide de la négociation de l'accord UE/Interpol (l'objectif est de conclure l'accord avant l'entrée en opération ETIAS 12/2022)	A déterminer car aucune solution n'est identifiée à ce stade pour concilier la non divulgation réglementaire des hits ETIAS et le principe prévu dans le RTD d'Interpol. L'objectif premier de l'accord sera de permettre à ETIAS d'interroger les bases d'Interpol. Or, un hit Interpol notifie l'Etat propriétaire de la donnée (RTG Interpol). Tous les Etats (dont UE) défendent ce principe pour contrôler ce qui est fait avec les données insérées. Or le règlement ETIAS prévoit d'exclure cette	Priorité élevée (cadre interopérabilité) Suivre les travaux de la COM afin d'éviter un enlisement du dossier	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »

				notification (pour des raisons de DF). Cette incompatibilité n'est pas résolue.		
VOLET MIGRATION						
II. 11	Règlement évaluation Schengen 1053/2013	Publié le 2 juin 2021 (travail en groupe SCH-EVAL – 4/5 réunions en 2021)	Finaliser les négociations sous PFUE (Procédure législative spéciale, le Conseil décidant seul, info du PE – art. 70 TFUE)	Très sensible. Texte soutenu par FR qui s'inscrit dans le cadre global de refondation de Schengen. Objectif, permettre des évaluations plus rapides, politiques et efficaces. En parallèle, évaluation par la FR au Q12021. Dernier rapport d'évaluation (politique commune des visas) et décisions d'exécution portant les recommandations attendues légèrement avant la PFUE (sauf pour protection des données).	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 12	Révision du code frontières Schengen	Publication de la proposition législative prévue mi-novembre 2021 – mais retard possible	Discussions engagées sous PRSI voire PFUE	Très sensible. S'assurer que le texte ne touche pas à nos lignes rouges	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
	Pacte Asile Migration (II.13 à II.23)	Paquet présenté en septembre 2020	Clarifier nos objectifs à l'automne 2021, en fonction de l'avancée des négociations en 2021	Sensible Privilégier une adoption découplée des textes qui pourraient l'être (Eurodac et Agence pour l'Asile), si possible compte tenu de l'approche « paquet » qui prévaut au Conseil	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 13	Règlement screening	Paquet présenté en septembre 2020	OGP en juin, débat avec le PE	Sensible. Réticence des pays de première entrée	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 14	Règlement amendements de cohérence screening	2 mars 2021	Avancée parallèle avec le règlement screening			JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »

II. 15	Révision de la directive « Retour » 2008/115/CE	Initiative proposée en 2018. Attente du rapport PE	À déterminer en fonction de l'évolution des discussions au PE (attente de mandat – trilogues attendus en fin de présidence SI)	Sensible	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 16	Proposition de règlement Agence pour l'asile	Initiative proposée en mai 2016	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra	Sensible	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 17	Révision du règlement « Eurodac » 603/2013	Initiative proposée en 2016 et amendée en septembre 2020 dans le pacte	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra (défendre un approche individuelle sur EURODAC au regard des exigences de l'Interopérabilité)	Sensible	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 18	Révision de la directive « accueil » 2013/33/UE	Initiative proposée en 2016	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra	Sensible	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 19	Proposition de règlement « Réinstallation »	Initiative proposée en 2016	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra	Sensible	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 20	Proposition de règlement révisant la directive « Qualifications » 2011/95/UE	Initiative proposée en 2016	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra	Sensible	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 21	Proposition de règlement révisant la directive « Procédure » 2013/32/UE	Initiative proposée en 2016 et amendée en septembre 2020 dans le Pacte sur la migration et asile	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra	Texte très sensible (du fait de la procédure à la frontière)	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 22	Proposition de règlement « Gestion de l'asile et de la migration » (révision du règlement Dublin III)	Initiative proposée en septembre 2020 dans le Pacte sur la migration et l'asile	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra	Très sensible. Solidarité/responsabilité. Peu de chance de succès en raison des divergences marquées, voire des	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »

				minorités de blocage à prévoir tant sur le volet solidarité que sur les règles de détermination de l'EM responsable de l'examen d'une demande d'asile. Complications supplémentaires dues à l'avis du SJC quant à la base juridique choisie.		
II. 23	Règlement « Situations de crise »	Initiative proposée en septembre 2020 dans le Pacte sur la migration et l'asile	Avancer autant que l'approche « paquet » le permettra	Texte très sensible. Complications à prévoir avec l'avis du SJC	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 24	Refonte de la directive « Carte Bleue UE » (2009/50)	Proposition législative de 2016	Finaliser la négociation sous présidence PT ou SI	Evacuer le sujet avant la PFUE		JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 25	Refonte de la directive « Résidents de longue durée » 2003/109	4Q 2021	Discussions en groupe du Conseil	Sensible, fortes chances de succès. Vigilance sur le contenu de la proposition de la COM. A penser en lien avec le Pacte.	Priorité moyenne. A réévaluer en fonction des progrès sur la négociation migration asile.	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II. 26	Refonte de la directive « Permis unique » 2011/98	4Q 2021	Orientation générale	Sensibilité moyenne	Priorité moyenne. A réévaluer en fonction de l'impact sur le déploiement France Visas Travail à mener en amont avec la COM pour que ce projet ne soit pas percuté	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »
II.27	Protection des infrastructures critiques	T4 2020	Entrée en trilogue ou conclusion des trilogues suivant les	Moyenne	Priorité élevée	JAI – VOLET « AFFAIRES INTERIEURES »

			résultats des contacts sous les 2 présidences de 2021			
VOLET JUSTICE						
JUSTICE CIVILE						
II. 28	Règlement et directive relatifs à l'accès à la preuve numérique	Avril 2018	Conclusion sous la PFUE	Texte difficile, mais clé pour la négociation avec les USA	Priorité élevée	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 29	Numérisation de la justice : - Numérisation de la coopération judiciaire civile et pénale ; - Échanges de données en matière de terrorisme dans les procédures judiciaires ; - Création d'une plateforme pour les équipes communes d'enquête.	Dernier trimestre 2021. Calendrier et séquences à préciser avec la COM pour chacun des textes.	Début des discussions au Conseil	La négociation exigera de mener de front 3 discussions simultanées. Elle impliquera beaucoup de coordination entre services afin de concilier expertise juridique et technique. L'initiative en matière de terrorisme nécessitera de surcroît une implication du ministère de l'intérieur (Europol).	Priorité élevée	JAI – VOLET « JUSTICE »
JUSTICE PENALE						
II. 30	Nouvelle proposition visant à prévenir et combattre des formes spécifiques de violence sexiste	T4 2021	Débat au PE et au Conseil	Texte sensible. Complément d'information requis sur les objectifs et contenu du texte	Priorité élevée	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 31	Révision de la directive sur la protection de l'environnement par le droit pénal	Décembre 2021	Orientation générale du Conseil, sous réserve de priorisation avec les autres initiatives en matière de justice pénale et sous réserve que la COM avance le calendrier de publication (octobre/novembre)	Sensible	Priorité élevée	JAI – VOLET « JUSTICE »

II. 32	Proposition Protection des adultes vulnérables (ratification de la Convention de la Haye de 2000)	Travaux préparatoires lancés par la COM. Publication de la proposition prévue au plus tôt en juin 2022	Compte tenu du glissement du calendrier, il est peu probable que le texte soit traité sous PFUE		Priorité élevée	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 33	Proposition de règlement sur la reconnaissance de la parentalité entre EM	T2 2022	Adoption de la proposition de la COM durant la 2 ^{nde} partie de la PFUE	Sensibilité juridique et politique (droits LGBTQI+ : faciliter la reconnaissance des familles « arc-en-ciel »)	Priorité moyenne	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 34	Proposition de directive modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI du Conseil relative aux équipes communes d'enquête (ECE), en ce qui concerne son alignement sur les règles de l'UE en matière de protection des données à caractère personnel	17 janvier 2021	Discussion en trilogues	Ajustement technique, sans difficulté particulière de négociation	Priorité moyenne	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 35	Proposition de directive visant à aligner les décisions d'enquête européenne au nouveau cadre européen en matière de protection des données, conformément à l'art. 62 de la directive 2016/680/UE dite « directive police »	T4 2021	Début des discussions au Conseil	Sensibilité politique Unanimité requise Approche à définir	Non prioritaire	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 36	Extension de la liste des infractions prévues par la législation de l'UE	T4 2021	Début des discussions au Conseil	Sensibilité politique Unanimité requise	Priorité moyenne	JAI – VOLET « JUSTICE »

	(notamment à toutes les formes de crimes de haine et de discours de haine)			Approche à définir		
II. 37	Règlement sur la reprise d'e-codex par eu-LISA	Décembre 2020	Accord en trilogues	Forte	Priorité moyenne	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 38	Directive sur les règles de responsabilité civile en matière d'intelligence artificielle	T4 2021	Début des discussions au Conseil	Moyenne	Priorité à réévaluer en fonction de la possibilité de promouvoir la législation FR en la matière. Contacts en cours avec la COM.	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 39	Initiative, législative ou non législative, sur les procédures bâillons (SLAPP)	T4 2021	Début des discussions au Conseil	Pourrait se décliner en deux initiatives, une non législative puis une législative dont le contenu est encore incertain. Sensibilité moyenne	A déterminer	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 40	Révision du règlement fondateur de l'Agence des droits fondamentaux (FRA)	2020	Engagée en juillet 2020, reprise possible sous présidence PT. Blocage Hongrie actuellement – possible blocage ou gel des négociations (unanimité requise)	Sensibilité moyenne	Priorité moyenne	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 41	Directive « Gel des avoirs et confiscation »	T1 2022	Discussions au PE et au Conseil		Priorité moyenne	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 42	Règlement général d'habilitation pour renégocier	Indéterminé			Priorité à réévaluer en fonction de la	JAI – VOLET « JUSTICE »

	des conventions bilatérales en matière civile et commerciale				réponse de la COM sur la Convention franco-algérienne	
II. 43	Décision d'approbation de la convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale du 2 juillet 2019	T1 2021 – travaux préparatoires en cours			Non prioritaire	JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 44	Etendre, intégrer et moderniser la plateforme EMPACT	La COM souhaite effectuer une série d'actions et une proposition législative pour 2023.				JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 45	Révision de la directive relative aux crimes environnementaux	La COM souhaite modifier la directive pour T4 2021				JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 46	Proposition de modification du règlement sur les transferts de déchets	La COM souhaite renforcer les dispositions relatives à la répression des transferts illégaux de déchets pour T2 2021				JAI – VOLET « JUSTICE »
II. 47	Création d'un plan d'action pour la répression du trafic de biens culturels	2022				JAI – VOLET « JUSTICE »

II. 48	Création d'une boîte à outils européenne contre la contrefaçon	2022				JAI – VOLET « JUSTICE »
III. L'EUROPE DE LA RELANCE, DE LA CROISSANCE ET DE L'EMPLOI AU SERVICE D'UNE SOUVERAINETE EUROPEENNE RENFORCEE						
III.1	Directive + règlement : révision de la législation sur la protection des dessins ou modèles	T2 2022 Validation de l'étude d'impact par le comité d'examen de la réglementation (scrutiny board) le 17/11/21. Publication de la proposition législative reportée à avril 2022.	Orientation générale sur les 2 textes – à défaut, lancer l'examen du texte.	Consensus européen sur la nécessité d'avancer sur la réactualisation de ce texte important pour l'industrie. Paquet lourds (2 textes) qui entraînera une révision de la législation relative aux pièces détachées qui est sensible	Priorité élevée	COMPETITIVITE – PROPRIETE INTELLECTUELLE
III.2	Initiative en matière d'indications géographiques non agricoles	T2 2022 Validation de l'étude d'impact par le comité d'examen de la réglementation (scrutiny board) le 17/11/21. Publication de la proposition législative reportée à avril 2022.	Incertain. Si la proposition est déposée, possibilité d'un mandat de négociation du Coreper ou d'une orientation générale – à défaut, lancer l'examen du texte.	Dépendra de la présentation du texte qui n'est pas acquise	Priorité élevée	COMPETITIVITE – PROPRIETE INTELLECTUELLE

III.3	Mise en place du certificat complémentaire de protection unitaire	Incertitude : présentation au T1 2022 de l'étude d'impact ou de la proposition législative.	Lancer l'examen du texte / éventuellement rapport de progrès si la proposition est bien déposée au T1 2022.	Calendrier ambitieux, la proposition pourrait arriver plus tard. Consensus européen sur la nécessité d'avancer sur ce texte qui sera complexe à négocier. Important pour l'industrie.	Priorité élevée	COMPETITIVITE – PROPRIETE INTELLECTUELLE
III.4	Répartition des droits d'auteur – suite de l'arrêt dit <i>Recorded Artists (C-265/19)</i>	Pas connu	Incertain	Dépendra du contenu de la proposition	Priorité élevée	COMPETITIVITE – PROPRIETE INTELLECTUELLE
III.5	Directive sur la protection juridique des bases de données	T3 2021	Orientation générale / accord possible		Non prioritaire	COMPETITIVITE – PROPRIETE INTELLECTUELLE
III.6	Initiative sur les brevets essentiels aux normes	T1 2022	Incertain	Des avancées non législatives seraient préférables (études économiques, etc.)	Non prioritaire	COMPETITIVITE – PROPRIETE INTELLECTUELLE
III.7	Digital Markets Act	15 décembre 2020	Accord au Conseil et vote du texte	Pourrait aboutir sous la PFUE (retours globalement positifs des EM sur la proposition et priorité élevée des présidences PT et SI)	Priorité élevée	COMPETITIVITE – CONCURRENCE
III.8	Instruments de lutte contre les effets distorsifs des subventions étrangères sur le marché intérieur	Mai 2021	Discussions au Conseil	La présidence slovène n'en fait pas une priorité : elle annonce une lecture globale du texte à la fin de l'année 2021.	Priorité élevée	COMPETITIVITE – CONCURRENCE Et/ou CAE COMMERCE
III.9	Révision du règlement sur les exemptions verticales	T2 2021	Accord au Conseil/conduite des trilogues		Non précisé par MEFR	COMPETITIVITE – CONCURRENCE
III.10	Révision du RGEC en matière d'aide d'Etat	2021	Incertain	Prolongation jusqu'en 2023	Non précisé par MEFR	COMPETITIVITE – CONCURRENCE
III.11	Règlement IPI – réciprocité dans les marchés publics	2016	Adoption du règlement par le PE et le Conseil (si ce	Difficile	Priorité élevée	CAE COMMERCE

			n'est pas déjà fait par les PT ou les SI)			
III.12	Instrument de lutte contre les mesures coercitives des Etats tiers	Octobre/novembre 2021	Conduite des discussions au Conseil.	Difficile	Priorité élevée	CAE COMMERCE
III.13	Projet de directive sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement	T2 2021	Orientation générale du Conseil (au mieux)	Difficile	Priorité élevée	COMPETITIVITE
III.14	Modernisation du règlement de blocage (2271/96)	2021 ?	Faire le lien avec l'instrument de lutte contre les mesures coercitives d'Etats tiers	Difficile	Priorité élevée	RELEX
III.15	OMC – initiative conjointe sur le commerce électronique	Point d'étape en décembre 2021 (MC12)	Poursuite des discussions	Les discussions sur les points les plus sensibles de la négociation entreront dans le dur en 2022 (possibilité de blocage élevée)	Priorité moyenne	CAE COMMERCE
III.16	Modernisation du traité sur la Charte de l'énergie	Fin 2021	Accord sur la modernisation du TCE conformément au mandat de négociation ou retrait de l'UE et des EM	Sensible	Priorité moyenne	CAE COMMERCE
III.17	CNUDCI-Groupe de travail III (réforme de l'arbitrage investisseur – Etat)	Incertain	Accord sur l'établissement d'une cour multilatérale permanente pour le règlement des différends investisseur-Etat	Très difficile	Priorité moyenne	CAE COMMERCE

III.18	OMC – initiative conjointe sur la réglementation intérieure des services	Conclusion prévue pour décembre 2021 (MC12)	Mise en œuvre de l'accord à partir de 2022		Non prioritaire	CAE COMMERCE
III.19	OMC – initiative conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement	Conclusion prévue pour décembre 2021 (MC12)	Possibilité de conclure les négociations en 2022		Non prioritaire	CAE COMMERCE
III.20	Plateforme européenne d'analyse de risque (Joint analytics capacities)	T3 2021 – T1 2022	Conclusions possibles sur la phase 2 de l'action (utilisation des données de surveillance pour soutenir la mise en œuvre correcte du tarif de l'Union)		Priorité élevée	ECFIN – DOUANES
III.21	Accès des douanes au centre de données fiscales Eurofisc	T1 2022	Déclaration ou conclusion du Conseil		Priorité élevée	ECFIN – DOUANES
III.22	Interopérabilité entre les systèmes douaniers et les systèmes de sûreté / sécurité et de gestion de frontières (ICS2 – SIS)	T4 2021	Possibles conclusions de l'étude		Priorité élevée	ECFIN – DOUANES
III.23	Intensification du programme d'opérateurs économiques agréés (OEA)	T3 2021	Début de l'examen de la possible proposition législative		Priorité élevée	ECFIN – DOUANES
III.24	Proposition de règlement « Single Window » (environnement de guichet unique pour les douanes)	T1 2022	Début possible d'examen au Conseil et au PE		Priorité élevée	ECFIN – DOUANES

III.25	Proposition de règlement sur les contingents et suspensions tarifaires autonomes	T1 2022	Incertain	Texte qui est discuté en filière douane chaque année pour mettre à jour la liste des contingents et suspensions tarifaires en application.	Priorité moyenne	ECFIN – DOUANES
III.26	Révision du règlement 515/97 sur la fraude douanière	T4 2021 – T1 2022	Incertain		Priorité moyenne	ECFIN – DOUANES
III.27	Proposition de révision de la décision 2009/917/JAI sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes	T4 2021	Incertain	A ce stade, on ignore si la proposition de révision sera discutée en filière douane ou en filière justice	Priorité moyenne	ECFIN – DOUANE ou JUSTICE
III.28	Révision de la directive e-privacy	Janvier 2016	Accord en trilogues	Grande divergence entre les positions du Conseil et du PE. Fort enjeu Télé2 et cookie walls. 1 ^{er} trilogue prévu le 20 mai (trilogue en principe conclusif CSAM le 29 avril).	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATIONS
III.29	Proposition législative relative aux services numériques (Digital Single Act)	Décembre 2020	Négociations avec le PE	Sensible	Priorité élevée	COMPETITIVITE – marché intérieur
III.30	Proposition législative fixant le cadre juridique pour l'IA	Avril 2021	Négociations avec le PE dans le meilleur des cas, mais possibilités de discussions en vue d'un accord au Conseil.	Enjeux régaliens (biométrie). La présidence PT ne débutera les discussions qu'en juin.	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATIONS
III.31	Proposition législative relative à la gouvernance des données	Novembre 2020	Accord en trilogues	La présidence PT est en train de revoir son ambition initiale d'une OG et présenterait un rapport de progrès au Conseil télécom de juin 2021. Blocage sur le chapitre II.	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATIONS
III.32	Proposition législative sur les données (incluant la révision	T3 2021	Débat au Conseil	Non défini	Non prioritaire	TTE – TELECOMMUNICATIONS

	de la directive concernant la protection juridique des bases de données)					
III.33	Révision du règlement sur l'itinérance	Février 2021	Accord en trilogues si pas trouvé sous la présidence SI.	Forts enjeux sur la qualité de service (divergences interministérielles sur les obligations des opérateurs).	Priorité moyenne	TTE – TELECOMMUNICATIONS
III.34	Proposition législative sur la réduction des coûts du haut débit	T4 2021	Débat au Conseil	Non défini	Non prioritaire	TTE – TELECOMMUNICATIONS
III.35	Révision de la directive postale	T3 2021	Débat au Conseil	Non défini	Non prioritaire	TTE – TELECOMMUNICATIONS
III.36	Proposition législative relative aux allégations environnementales (révision de la directive 2005/29/CE relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur)	T2 2021	Négociations avec le PE/trilogues	Probabilité très forte du succès	Priorité élevée	COMPETITIVITE – CONSOMMATION
III.37	Révision de la directive 2001/95/CE relative à la sécurité générale des produits	T2 2021	Publication envisagée d'une proposition de règlement en juin-juillet 2021. En fonction du projet, une orientation générale du Conseil semble envisageable fin S1 2022.	Un accord rapide sur un texte au Conseil est envisageable, mais celui-ci risquerait de se faire a minima sans avancées réelles sur : <ul style="list-style-type: none"> - Un accroissement significatif des responsabilités des marketplaces ; - L'engagement plus fort des EM pour intensifier la surveillance du marché. Quitte à retarder l'issue vers un compromis en dehors de PFF, il serait préférable, au vu des enjeux,	Priorité élevée	COMPETITIVITE – CONSOMMATION

				de laisser durer la négociation pour obtenir ces avancées.		
III.38	Stratégie européenne en matière de cybersécurité / mise en place d'une Joint Cyber Unit (JCU)	La COM réfléchit actuellement au processus qu'elle pourrait proposer pour aboutir à une vision partagée d'ici à 2 ans	Difficile à estimer pour le moment	Sensible	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATION CYBERSECURITE
III.39	Révision de la directive NIS (Network and Information Security) (UE) 2016/1148	15 décembre 2020	Finalisation potentielle des négociations et accord en trilogues ou a minima approche générale du Conseil	Hypothèse réaliste	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATION CYBERSECURITE
III.40	Stratégie européenne en matière de cybersécurité / cybersécurité des institutions européennes	Proposition attendue le 15 décembre 2020 ?	Adoption d'un socle commun de règles par les institutions	Sensible, les EM n'ayant pas de compétence évidente sur ce dossier	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATION CYBERSECURITE
III.41	Proposition de législation horizontale relative à la sécurité des dispositifs connectés	T4 2021	Difficile à estimer pour le moment	Difficile à estimer pour le moment	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATION CYBERSECURITE
III.42	Règlement établissant le Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité et le Réseau de centres nationaux de coordination	Texte proposé en 2018	Promotion des travaux de mise en œuvre du Centre. Possible sortie du premier programme de travail/feuille de route technos clés pour la	Fonction des étapes qui auront pu être mises en place sous la présidence SI.	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATION CYBERSECURITE

			souveraineté européenne.			
III.43	Révision du règlement sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (n°910/2014)	T1 2021	Difficile à estimer pour le moment	Texte dont le champ d'application pourrait être considérablement élargi à l'occasion de sa révision en fonction des ambitions de la COM sur la création – ou non – d'une identité électronique européenne. L'avancement des négociations est entièrement tributaire du texte que la COM proposera.	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATION CYBERSECURITE
III.44	Stratégie européenne en matière de cybersécurité / mise en œuvre du règlement (UE) 2019/881 relatif à l'ENISA et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications	Le règlement prévoit l'adoption de schémas de certification par voie d'actes d'exécution. Les premiers actes concerneraient la mise en œuvre du SOG-IS (CC) et la certification des fournisseurs de service cloud.	Lancement de la certification des services de cybersécurité (notamment services d'audits et de réponse à l'incident). Possible négociation d'un schéma de certification de sécurité relatif à la 5G.	Difficile à estimer pour le moment. La publication du programme de travail pluriannuel en la matière est attendue pour le premier trimestre 2021.	Priorité élevée	TTE – TELECOMMUNICATION CYBERSECURITE
III.45	Paquet de modernisation sur le fond de recherche charbon et acier	Juillet 2020 COM(2020)319 COM(2020)320	Non défini	Non défini	Non prioritaire	COMPETITIVITE – RECHERCHE
III.46	Révision de la directive 2006/42/CE sur les machines	21 avril 2021 (dans le cadre du paquet IA)	Débats au Conseil. Les négociations auront correctement avancé sur les	Un peu délicate car les lobbies au niveau du Conseil et du PE risquent d'être forts sur les sujets les plus sensibles, notamment l'ajout d'exigences impliquant une	Priorité élevée	COMPETITIVITE (harmonisation technique)

			points principaux (nouvelles technologies, notice d'instructions du fabricant dématérialisé). Les négociations portant sur l'annexe IV (machines soumises à la procédure de certification CE de type) risquent d'être peu avancées et plus difficiles. Manque de visibilité sur l'annexe IV.	évolution dans le niveau de sécurité des machines (risque chimique, liste de l'annexe V et retrait du module d'évaluation de conformité avec contrôle interne de la fabrication associé à l'application des normes harmonisées).		
III.47	Révision du règlement 305/2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction	T4 2021	Orientation partielle (éventuellement générale)	Difficile, texte sensible	Priorité élevée	COMPETITIVITE (harmonisation technique)
III.48	Règlement sur les données du véhicule (partage des données)	2021	Orientation générale au Conseil ou trilogues	Risque politique	Non défini	COMPETITIVITE (harmonisation technique ou industrie) ou TRANSPORT
III.49	Ressources propres Taxe sur le numérique	Juillet 2021	Accord législatif au Conseil. (cible 1er janvier 2023 pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2023)	Sujet qui implique 2 axes de travail parallèles dans des filières distinctes : la négociation d'un texte sectoriel et sa transformation en ressource propre par amendement de la décision ressource propre (DRP). Point d'attention : sujet ressources propres à risque car	Priorité élevée	ECOFIN CAG (Décision ressources propres)

				<p>négocié à l'unanimité et peu consensuel.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie à adapter en fonction des avancées de la négociation sur les 2 piliers à l'OCDE (risque afférent à une potentielle clause d'exclusion attachée au pilier 1 sur la répartition du droit d'imposer). - Travail d'influence auprès de la COM pour orienter sa proposition. - Encourager et soutenir la présidence SI si les propositions de la Commission prennent du retard) à proposer des Conclusions du Conseil Ecofin sur les 3 nouvelles ressources propres (dans sa volonté d'avancer rapidement sur la ressource propre numérique, ETS, MACF). 		
III.50	Ressources propres : MACF	14 juillet 2021	Accord législatif au Conseil (cible d'une entrée en vigueur au 1er janvier 2023)	<p>Sensibilité politique Filière à préciser Sujet qui implique 2 axes de travail parallèles dans des filières distinctes : la négociation d'un texte sectoriel et sa transformation en ressource propre par amendement de la décision ressource propre (DRP). Point d'attention : sujet ressources propres à risque car négocié à l'unanimité et peu consensuel.</p>	<p>Priorité élevée. En tant que ressource propre : idem taxe sur le numérique. Organisation d'une conférence de haut niveau sur les fuites de carbone (23 mars 2021). Tribune commune des EM</p>	<p>ECOFIN (souhait de la PRSLI) Environnement (souhait des autorités françaises) CAG (Décision ressources propres)</p>

					affinitaires en parallèle de l'événement. Outreach avec la NAF FR et les échanges informels avec pays affinitaires. Négociation au S2 2021 et courant 2022 (à confirmer)	
III.51	Ressources propres : ETS	14 juillet 2021	Accord législatif au Conseil (cible d'une entrée en vigueur au 1 ^{er} janvier 2023)	Sujet qui implique 2 axes de travail parallèles dans des filières distinctes : la négociation d'un texte sectoriel et sa transformation en ressource propre par amendement de la décision ressource propre (DRP). Point d'attention : sujet ressources propres à risque car négocié à l'unanimité et peu consensuel.	Priorité élevée. En tant que ressource propre : idem taxe sur le numérique. Négociation au S2 2021 et courant 2022 (à confirmer).	ENVIRONNEMENT CAG (décision ressources propres)
III.52	Paquet législatif lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Initialement prévu en mai 2021, mais repoussé	Orientation générale du Conseil/accords en trilogues (selon les textes).	1 règlement et 1 directive sur les règles + 1 règlement sur la supervision. Stratégie à affiner selon ambition de la SI qui n'aura pas la capacité de tout traiter et pourrait prioriser en visant une orientation générale sur les règles. Auquel cas, nous négocierons sous la PFUE 1) des accords en trilogues sur les règles ; 2) l'intégralité du règlement supervision (orientation générale et	Priorité élevée. Influence avec 2 non-papiers FR en cours. RP/capitale : multiplier les contacts avec la COM et SI pour préciser comment se répartir la négociation du	ECOFIN

				accord en trilogues si possible). Sur supervision nous pourrions être minoritaires au Conseil et chercher un soutien utile auprès du PE.	paquet entre SI et FR.	
III.53	Transposition de Bâle III (CRR-CRD)	Initialement prévu pour juin 2021, mais repoussé	Orientation générale du Conseil (si la proposition de la COM est satisfaisante)	La présidence SI ne devrait pas parvenir à une orientation générale. COM, BCE, superviseurs et certains EM seront attentifs à ce que nous tenions les délais. Il conviendra de s'assurer que nous aurons toujours un soutien DE sur notre compromis commun à l'issue de leurs élections. Politiquement, il est préférable que nous ne prenions pas d'engagement au titre de notre présidence.	Priorité moyenne. Travaux préparatoires en groupes d'experts ; Pré-accord franco-allemand sur les grandes lignes du compromis, travail de conviction en cours des autres EM	ECOFIN
III.54	Union bancaire : revue du cadre de gestion de crise (BRRD/DGSD/SRMR)	T4 2021	Avancer sur les différents textes en parallèle, en priorisant la revue de BRRD. (voir commentaires)	Avancer sur les différents textes en parallèles, en priorisant la revue de BRRD où nous sommes les plus alignés avec la COM. La revue de DGSD pourra être plus sensible étant donné la moindre ambition (à ce stade) de la COM sur les interventions préventives et alternatives, qui constituent des voies de contournement importantes du cadre de résolution. En période d'élection, DE ne pourra pas assurer un rôle d'impulsion sur le sujet. A ce stade, il n'y a pas de dynamique permettant d'aller dans	Priorité moyenne - Échec de la négociation de la roadmap Union bancaire pour adoption à l'Eurogroupe de juin. Elle conditionnera pour partie le contenu et le champ (nouvelle proposition EDIS ou non) de la proposition de la	ECOFIN

				le sens d'une Union. Il faut s'attendre à une confrontation massive, ainsi qu'à l'absence de soutien au PE.	Commission. Proposition au Q4 2021 en principe mais possible glissement au Q1 2022. Non papier FR en cours.	
III.55	Révision de MIFI (D/R)	T4 2021 pour le règlement. La directive serait révisée ultérieurement.	Orientation générale du Conseil (sur MIFIR, si MIF scindé en 2)	La recherche d'une orientation générale n'est pas attendue, sauf si la COM confirmait son souhait de scinder la revue en 2 temps : d'abord la revue de MIFIR (proposition au T4 2021 sur les fonctionnements de marché), puis de MIFID 2 (T2 2022 sur les sujets retails). Sujet à enjeux forts pour la place financière, avec des intérêts financiers lourds.	Priorité élevée	ECOFIN
III.56	Révision de la directive Solva 2	Juillet 2021	Orientation générale du Conseil. Travaux préparatoires en groupe d'experts – printemps 2021. Négociation au S2 2021 et courant 2022.	Sujet sur lequel nous souhaitons être moteur, autour du narratif qu'il faut des capitaux pour la relance de l'économie européenne. Nous recherchons le plus de soutiens possible (en particulier NL, IT, ES) avant la proposition de la COM. Relative unanimité entre les EM sur l'objectif d'une non-augmentation globale des charges en capital. Risques de désaccords avec DE qui souhaitera limiter l'exposition de ses petits assureurs.	Priorité élevée. Rédaction d'un non-papier sur l'investissement, action des assureurs (impact de Solvabilité II + proposition de réforme). Négociation au S2 2021 et courant 2022.	ECOFIN

III.57	UMC : ELTIF (révision du règlement afin de faciliter l'investissement pan-européen en private equity dans les PME)	T3 2021	Négociations au Conseil	Enjeu FR fort pour l'UMC, avec des intérêts offensifs, dont nous devons gérer la négociation. Narratif porteur de mobilisation de l'épargne pour du financement retail. Agenda FR à porter maintenant sur ELTIF et AIMF pour viser un équilibre des 2 textes. Si nous ne parvenons pas à présenter en paquet les révisions ELTIF et AIMFD, il sera plus aisé pour la FR de privilégier le règlement ELTIF (la directive AIFM faisant intervenir des enjeux défensifs, face au LXB et à l'IE notamment). Pour nous donner la capacité de piloter ELTIF, nous devons convaincre la COM d'y intégrer des sujets positifs.	Priorité moyenne. Travail de conviction à mener avec d'autres EM (ex : LXB/IE) avec tentative de non-papier commun pour influencer sur les orientations qui seront retenues par la COM. Viser une accélération du calendrier afin d'obtenir une proposition de la COM au T3 2021, de sorte à mener les négociations sous la PFUE.	ECOFIN
III.58	UMC : Gestion d'actifs : AIFMD (révision de la directive régissant les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs)	T4 2021	Négociations au Conseil	Enjeu FR fort pour l'UMC, avec des intérêts défensifs pour nous qu'il sera difficile de mettre en avant sous la PFUE. La COM envisagerait une révision limitée et ciblée du texte. Agenda FR à porter maintenant sur ELTIF et AIMF pour viser un équilibre des 2 textes.	Priorité moyenne. Travail de conviction à mener auprès des associations professionnelles, d'EM et de la COM sur les priorités nationales correspondant à	ECOFIN

					des spécificités FR (activités accessoires ; commercialisation des fonds d'actionnariat salarié), ainsi que sur les priorités sensibles politiquement et où l'équilibre n'est pas très favorable (délégation). Possible non-papier à prévoir sur ces 3 sujets, selon un calendrier encore à définir.	
III.59	Finance durable : révision de la directive relative au reporting extra-financier (NFRD)	Avril 2021	Orientation générale du Conseil et / ou accord en trilogue	Très grande priorité avec des résultats atteignables. Thématique finance durable porteuse sur le narratif d'une finance utile et moderne, pour faire prévaloir une vision et des standards européens et présenter UE et FR comme leaders. Nous poussons la COM pour avancer et visons, a minima, une orientation générale.	Priorité élevée. Négociations à partir de T2 2021	COMPETITIVITE
III.60	Finance durable : règlement taxonomie (hors acte délégué gaz/nucléaire)	T4 2021	Début des discussions au Conseil sur	Paquet finance durable à porter.	Priorité moyenne.	ECOFIN

			l'évolution des critères, et la taxonomie brune/sociale	Rapport de la COM sur les actes délégués publiés d'ici fin 2021 et suites législatives au T1 2022.		
III.61	Finance durable : standard européen OAT verte (EU Green Bond Standard)	Initialement prévu en juin 2021, mais repoussé	Orientation générale du Conseil	Paquet finance durable à porter.	Priorité moyenne.	ECOFIN
III.62	Finance digitale : règlement sur les crypto-actifs (Mica)	24 septembre 2020	Accord législatif au Conseil (T4 2021 ou S1 2022)	Thématique finance digitale à promouvoir : porteuse sur l'idée que l'Europe peut faire de la finance modernisée tout en étant vigilante sur la stabilité financière. La négociation avance bien. On devrait gérer les trilogues sous la PFUE.	Priorité élevée	ECOFIN
III.63	Protection du consommateur : révision de la directive relative aux crédits aux consommateurs CCD	30 juin 2021	Orientation générale du Conseil et / ou accord en trilogue	Principal et possiblement unique texte de protection de consommateur à porter. Peu d'attente pour nous. La présidence SI souhaite en faire une priorité avec risque que nous héritions de sa négociation.	Priorité moyenne	COMPETITIVITE
III.64	Devoir de vigilance : directive sur la gouvernance durable des entreprises	Initialement prévu en juin 2021, mais repoussé	Orientation générale du Conseil (au mieux)		Priorité moyenne	COMPETITIVITE
III.65	Révision de la directive 2002/58 appelée à devenir le règlement e-Privacy CF. également point III.28	Scénario 1 : les trilogues débutent sous présidence portugaise et s'achèvent sous présidence slovène Scénario 2 : les trilogues aboutissent	Adoption définitive du texte contenant une exclusion claire des activités relevant de la défense et de la sécurité nationale	Négociations très compliquées depuis près de quatre ans au Conseil : la présidence portugaise (premier semestre 2021) devrait reprendre le texte sans certitude de réussir à le faire adopter d'ici le début de la présidence SI	Priorité élevée	TTE – « TELECOMMUNICATIONS »

		sous présidence française		Discussions avec le Parlement européen qui s'annoncent très difficiles. Fort soutien des EM au Conseil de nos propositions Négociation qui devra prendre en compte la décision du Conseil d'Etat du 21 avril 2021 et notamment la clause de sauvegarde constitutionnelle.		
III. 66	Révision de la directive 2014/92/UE (dite « PAD ») sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base	Proposition envisagée en 2021	Orientation générale			
III. 67	Directive (UE) 2015/2366 (dite « PSD2 ») sur les services de paiement	Lancement d'une revue fin 2021 et proposition législative mi-2022		Cohérence avec les conclusions du conseil de mars 2021 qui ont approuvé le principe d'une révision, qui tient compte des difficultés d'évaluation de mise en œuvre de certaines mesures de cette directive.	La clause de réexamen de la directive est fixée en janvier 2021, mais la Commission a annoncé dans sa stratégie de mars 2021 qu'elle lancera une évaluation	

					complète fin 2021.	
III. 68	Révision du règlement STS (titrisation) : révision du règlement 2017/2402	Rapport sur le fonctionnement du règlement STS, accompagné éventuellement d'une proposition législative début 2022	Début des discussions au Conseil	Sujet important pour la France à moyen-terme.		
III. 69	Post-marché : révisions du règlement (909/2014) relatif aux dépositaires centraux de titres et de la directive (98/26/EC) relative au règlement des opérations financières	Propositions législatives d'ici le 4 ^{ème} trimestre 2021	Préparation de l'orientation générale au Conseil	Rapport de la Commission attendu pour mai 2021		
III. 70	Marchés d'instruments financiers : révision du règlement (600/2014) et de la directive (2014/65/UE)	Révision du règlement prévue pour le 4 ^{ème} trimestre 2021 / Révision de la directive attendue au 1 ^{er} semestre 2022	Préparation de l'orientation générale	La révision du règlement se concentrera sur les questions d'infrastructure et de transparence des marchés (mise en place d'une base de données de marchés consolidées, renforcement de la transparence sur les transactions en particulier sur le marché obligataire). La révision devrait s'intégrer à la stratégie pour les investisseurs de détail attendue pour le 1 ^{er} semestre 2022. Elle se focaliserait sur les questions de protection des investisseurs.	Consultation publique début 2020, suivie d'un report de la revue Premiers échanges avec le Conseil en groupe d'experts Commission Présentation au comité d'examen de la réglementation prévue en juillet 2021	

				Nous souhaitons maintenir la séparation entre les deux révisions et repousser au plus tard la révision de la directive (sujets défensifs pour la France).		
III. 71	Etablissement d'une base de données centralisée sur l'information financière et non financière des entreprises	Proposition législative au 4 ^{ème} trimestre 2021.	Préparation de l'orientation générale au Conseil/ Début des trilogues		La Commission a pris du retard - elle envisageait initialement une proposition au T3, mais la proposition ne sera finalement soumise au comité d'examen de la réglementation qu'en juillet 2021	
III. 72	Décisions de versement pour la Facilité de relance et de résilience (FRR)	Signatures des accords financiers courant juillet 2021. Premières demandes de versement fin 2021	Objectif de validation rapide des demandes pour ne pas ralentir la relance économique	Possibilité de discussions au Conseil européen en cas d'activation du « frein d'urgence »	Priorité élevée Suivi au fil de l'eau (CEF, FICO)	ECOFIN (poss. Conseil européen)
III. 73	Revue du « two pack » et du « six pack »	Fin 2021 <i>(possible consultation publique à l'automne 2021)</i>	Discussions au Conseil	Forte sensibilité politique Calendrier encore incertain		
III. 74	Euro numérique	T1 2022	Discussions au Conseil	La Présidence française au S1 2022 s'ouvrira à la date du 20 ^e anniversaire de la mise en	Réflexions en cours à la DG ECFIN sur les	

				circulation de l'euro, ce qui pourrait redonner de l'actualité/visibilité à ce dossier	propositions législatives devant accompagner l'euro numérique (protection des données personnelles, lutte contre le blanchiment, etc.)	
III. 75	Révision de la directive sur les accises sur les tabacs et de la directive régissant les achats transfrontaliers de produits soumis à accises	Fin-2021/début 2022	Examen par le Conseil	Sensibilité politique (fort risque contentieux pour la France si la révision de l'article 32 de la directive 2008/118 n'aboutit pas dans un sens qui nous est favorable)	Priorité élevée	ECOFIN
III. 76	Proposition de directive sur l'imposition minimale des sociétés (« pilier 2 »)	Fin 2021	Examen par le Conseil	Sensibilité politique		ECOFIN
III. 77	Proposition de directive « DAC8 » (coopération administrative – crypto-monnaie)	Fin 2021/début 2022	Examen par le Conseil	Accord au Conseil si la proposition est présentée suffisamment tôt		ECOFIN
III. 78	Proposition de directive créant une déduction en faveur de l'investissement (à raison des augmentations de capital)	Fin 2021-début 2022	Examen par le Conseil			ECOFIN
III. 79	Proposition de directive tendant à la publication des taux effectifs d'imposition des grandes sociétés	Fin 2021-début 2022	Examen par le Conseil			ECOFIN
III. 80	Proposition de modification de la directive « intérêts et redevances »	2011	Examen par le Conseil	Bloqué au Conseil		ECOFIN
III. 81	Taxe sur les transactions financières	Projet de coopération		La PRSI n'aurait pas l'intention de prendre d'initiative sur le sujet, mais ne serait néanmoins pas		ECOFIN

		renforcée depuis 2013		fermée à l'idée d'inscrire le sujet à l'ODJ d'un de leurs ECOFIN		
III. 82	Lutte contre les <i>shell companies</i>	Fin 2021	Début de l'examen par le Conseil			ECOFIN
III. 83	DEBRA	Début 2022	Début de l'examen par le Conseil			ECOFIN
III. 84	Proposition de directive sur le comité de la TVA	Décembre 2020				ECOFIN
III. 85	Taux de TVA	2016	Les négociations pourraient être achevées sous PFUE	Ce texte pourrait être adopté sous présidence slovène		ECOFIN
III. 86	Proposition de directive sur les règles de TVA applicables aux services financiers	Mi-2022	Début de l'examen par le Conseil, le cas échéant			ECOFIN
III. 87	Plan d'action TVA à l'ère numérique	Mi-2022	Engagement des travaux	Paquet qui traite, entre autres, de l'extension du guichet unique, de la facturation électronique, d'Eurofisc, du mécanisme de règlement des différends, des agences de voyage, de l'économie de plateforme, du transport de voyageurs		ECOFIN
III. 88	Mise à jour des règles de TVA applicables aux agences de voyage	2022/2023	Engagement des travaux			ECOFIN
III. 89	Révision ciblée du règlement financier	Décembre 2021	Compromis du Conseil attendu pendant la Présidence française	La Commission souhaite une révision très ciblée et ne souhaite pas rouvrir le texte entier		ECOFIN
III. 90	Révision du règlement de mise à disposition des ressources propres dit MAR 1	Juin 2021	Finalisation de la position du Conseil		Priorité moyenne	ECOFIN

IV. L'EUROPE DES DROITS SOCIAUX, DE LA SANTE ET DE LA SOLIDARITE

IV. 1	Directive relative à des mesures de transparence salariale en vue d'atteindre l'égalité	Initiative législative présentée le 4 mars 2021	Recherche d'une orientation générale au Conseil ou d'un accord en trilogues	Priorité PFUE pour ministère en charge de l'égalité femmes-hommes. Intérêt et légitimité politique à donner une impulsion forte à ces négociations. Point d'attention sur PL et HU qui risquent de rendre les discussions difficiles, ainsi que les EM ayant déjà des dispositifs nationaux en place.	Priorité élevée	EPSSCO – SOCIAL TRAVAIL
IV. 2	Directive relative à un cadre européen pour les salaires minimaux	Initiative législative présentée le 28 octobre 2020	Recherche d'une orientation générale au Conseil ou d'un accord en trilogues	Priorité PFUE pour le ministère du travail et le SEAE + présent dans la Tribune Renaissance du PR. Texte clivant au Conseil (et opposition fortes des représentants patronaux). Le PT a indiqué cibler une OG pour l'EPSSCO de juin 2021	Priorité élevée	EPSSCO – SOCIAL TRAVAIL
IV. 3	Proposition d'un acte législatif visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs des plateformes	T4 2021	Recherche d'une orientation générale au Conseil ou d'un accord en trilogues	Intérêt politique pour la FR, légitimité et possibilité de se positionner en leader sur la base du dispositif législatif FR et des travaux existants. Peu de visibilité à ce stade sur les positions des EM, même si une réticence des EM traditionnellement opposés à la régulation des plateformes peut être anticipée.	Priorité élevée	EPSSCO – SOCIAL TRAVAIL
IV. 4	Directive relative aux quotas de femmes dans les CA des sociétés cotées	Bloquée depuis 2012	Recherche d'une orientation générale au Conseil	Intérêt pour la FR de s'appuyer sur les présidences SI et CS qui soutiennent également la	Priorité élevée	EPSSCO – SOCIAL TRAVAIL

			ou d'un accord en trilogues	proposition, pour proposer des voies de sortie de cette impasse. A voir si la présidence SI rouvre les discussions sur ce texte, la présidence PT n'ayant pas annoncé de reprise pour la 2 ^e partie de son mandat.		
IV. 5	Révision des règlements (CE) n° 883/2004 et 987/2009 de coordination des systèmes de sécurité sociale	En cours de négociation depuis 2016, en phase de trilogues (16 à ce jour)	Recherche d'un accord en trilogue. La présidence PT a repris la négociation à l'issue de l'échec des discussions sous la présidence DE fin 2020, avec la proposition d'un nouveau mandat, mais le trilogue qui a suivi début mars n'a pas été conclusif. Il est à craindre que les discussions n'avancent pas plus sous la présidence SI.	Les 2 chapitres encore ouverts à la discussion portent sur la notification préalable en matière de détachement et l'indemnisation chômage des frontaliers. Aucun compromis n'a jusqu'à présent été trouvé sur ces 2 sujets politiquement sensibles et techniquement complexes, en raison des divergences de position entre les EM au sein du Conseil et entre le Conseil et le PE. La FR a une position assez isolée, mais proche de celle du PE.	Priorité élevée	EPSSCO – SOCIAL TRAVAIL
IV. 6	Directive relative à l'égalité de traitement	Bloquée depuis 2008	Reprise des discussions par la présidence DE sous la forme d'un questionnaire adressé aux EM et point d'étape en	Les enjeux de cette directive ne sont pas très élevés pour la FR (la protection contre les discriminations en matière de biens et de services est déjà largement couverte par le droit national). La FR soutient néanmoins cette directive	Priorité moyenne	EPSSCO – SOCIAL TRAVAIL

			EPSSCO du 3/12/2020	qui représenterait une avancée importante dans la mise en place d'un cadre européen cohérent en matière de lutte contre les discriminations. La dynamique relancée sous la présidence DE pourrait être poursuivie.		
IV. 7	Révision des directives sur l'exposition des travailleurs aux produits chimiques, y compris l'amiante	Annoncée pour 2022 par la COM, sans précision	Selon la date de la proposition, début des négociations, premier examen du texte.	Annoncée dans le plan d'action du socle européen des droits sociaux présenté le 4 mars 2021.	Priorité moyenne	EPSSCO – SOCIAL TRAVAIL
IV. 8	Paquet législatif « sécurité sanitaire » : - projet de règlement visant à prolonger le mandat de l'Agence européenne des médicaments ; - projet de règlement sur le renforcement du mandat du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies ; - projet de règlement relatif aux menaces transfrontalières graves pour la santé.	11/11/2020	Recherche d'un accord en trilogues. La Présidence SI souhaite aboutir à un accord, mais c'est peut-être ambitieux.	Réforme qui revêt une dimension symbolique et politique forte pour la mise en place d'une Europe de la santé. Le renforcement du cadre actuel, à droit constant, constitue une priorité pour le MSS et le SEAE. Tension entre attente d'une réaction rapide de l'UE afin de tirer sans attendre les leçons de la crise actuelle et besoin d'un examen approfondi des dispositions proposées exprimées par plusieurs délégations dont la FR – si les négociations ne sont pas achevées sous la PFUE, la pression sera forte pour qu'elles aboutissent rapidement et la FR aurait tout intérêt à les conclure. Le règlement ECDC devrait avoir été conclu avant la PFUE.	Priorité élevée	EPSSCO – SANTE

IV. 9	Proposition législative visant à créer une nouvelle Agence européenne de recherche et de développement dans le domaine biomédical (HERA)	Septembre 2021	Les négociations seront en cours – des discussions préliminaires pourraient se tenir sous la présidence SI.	Mise en place de l'agence HERA annoncée pour 2023 par la COM. Non-papier franco-allemand transmis à la COM en avril 2021.	Priorité élevée	EPSSCO – SANTE
IV.10	Proposition législative relative à l'espace européen des données de santé	T4 2021	Début des discussions au Conseil et au PE	Sensibilité politique élevée	Priorité élevée	EPSSCO – SANTE
IV.11	Proposition de règlement sur l'évaluation des technologies de santé (HTA)	En cours de négociation depuis 2018	Recherche d'un accord en trilogues	Sensibilité politique élevée – les discussions ont repris sous la présidence PT. Le 24 mars 2021, le COREPER a donné un mandat partiel pour initier les trilogues avec le PE, en réservant les échanges sur la question de la modalité de vote en cas d'absence de consensus pour une phase ultérieure des discussions. Le trilogue est prévu e 26 avril, mais la discussion avec le PE s'annonce difficile.	Priorité élevée	EPSSCO – SANTE
IV.12	Révision du règlement n° 1901/2006 sur les médicaments à utilisation pédiatrique	T1 2022	Selon la date de la proposition, début de négociations	Priorité pour le MSS	Priorité moyenne	EPSSCO – SANTE
IV.13	Révision du règlement n° 141/2000 sur les médicaments orphelins	T1 2022	Selon la date de la proposition, début de négociations	Priorité pour le MSS	Priorité moyenne	EPSSCO – SANTE
IV.14	Révision des directives sur le sang (2002/98), les tissus et les cellules (2004/33)	T1 2022	Selon la date de la proposition, début de négociations	Evaluation des directives publiées fin 2019 – réponse à consultation publique sur la feuille de route le 14/12/2020 et à la consultation	Priorité moyenne	EPSSCO – SANTE

				publique le 15/04/2021 + transmission NAF le 19/04/2021.		
IV.15	Révision de la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain et du règlement (CE) n° 726/2004 établissant des procédures de l'Union pour l'autorisation et la surveillance des médicaments à usage humain, et instituant une AEM	2022 (sans précision à ce stade)	A définir (selon la date de la proposition)	Mention de plusieurs aspects de la révision de la directive et du règlement dans la stratégie pharmaceutique : AMR, lutte contre les pénuries, transparence, évaluations des risques, système d'incitations et d'obligations de la législation pharmaceutique, améliorer l'accès aux médicaments génériques et biosimilaires, adaptation pour les produits de pointe, rationalisation des procédures d'approbation et flexibilité permettant l'adaptation en temps utile des exigences techniques aux évolutions scientifiques et technologiques	Priorité moyenne	EPSSCO – SANTE
IV.16	Révision des règles spécifiques concernant les recettes de l'EMA et les redevances perçues (règlements (CE) n° 726/2004, 28/2014)	T4 2021	Possible début des négociations	Déclinaison de la stratégie pharmaceutique	Non prioritaires	EPSSCO – SANTE
IV.17	Proposition de règlement sur les autorisations d'urgence pour l'usage des produits médicaux à usage humain	T2/T3 2021 (vient d'être annoncé par la COM, pas encore de précision)	Selon la date de la proposition		À déterminer en fonction du contenu de la proposition	EPSSCO – SANTE

V. L'EUROPE DE LA PROMOTION DES VALEURS EUROPEENNES, DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

V.1	Révision du règlement 1141/2014 sur le statut et le financement des partis politiques européens	T4 2021	Incertain à ce stade mais la position du Conseil pourrait être actée en cours/ fin de PFUE.	Les discussions pourraient avoir sous la PFUE. brièvement commencé sous la présidence SI et se poursuivre La Commission envisage une révision du règlement 1141 qui soit la plus complète possible, en consultant préalablement toutes les parties prenantes. Lien avec les travaux, incertains, sur la révision de l'Acte électoral. Une consultation publique est ouverte jusqu'au 22 juin 2022.	Priorité élevée	CAG
V.2	Création d'un organe d'éthique européen	Projet de rapport AFCO dont l'adoption en plénière est prévue pour juillet 2021	Les discussions interinstitutionnelles commenceront sous Présidence slovène et continueront sans doute sous PFUE.	Le sujet suscite peut d'intérêt au Conseil et la présidence SI ne devrait pas s'en saisir. Sous réserve de s'en tenir à la proposition d'AFCO, à savoir un nouvel organe fondé sur un accord interinstitutionnel entre la COM et le PE, mais ouvert aux autres institutions ou organes souhaitant se joindre à ce mécanisme, la conduite du projet dépendra essentiellement du PE, qui s'oriente vers un aboutissement sous la PFUE.	Priorité élevée	CAG
V.3	Révision de l'Acte électoral	Le PE devrait avancer son projet de résolution d'ici octobre 2021 pour une application lors des élections de 2024. Les négociations pourraient avoir lieu en GAG pendant la	Examen par le Conseil	La décision modifiant l'Acte électoral devra faire l'objet d'une ratification par les EM. Les négociations entre le PE et le Conseil devraient donc être achevées début 2023 pour laisser le temps de ces ratifications. Cela signifie que la position du Conseil pourrait possiblement être actée en cours/fin de PFUE afin de pouvoir	Degré de priorité à confirmer	CAG

		PFUE pour aboutir fin 2022.		<p>mener les négociations avec le PE durant le second semestre 2022.</p> <p>La précédente révision de l'Acte électoral n' pas encore été ratifiée par tous les États membres (Allemagne, Espagne notamment, ainsi que Croatie, Chypre et Estonie). La nouvelle révision devra donc prendre en considération cette situation.</p> <p>Difficultés à lever pour espérer un succès : difficultés juridiques pour inclure les dispositions nécessaires à la création d'une circonscription européenne, et, unanimité nécessaire au Conseil et faible nombre d'EM ayant apporté leur soutien à la circonscription européenne depuis 2017</p>		
V.4	Règlement Omnibus sur la « lisbonnisation de la PRAC »	Proposition de 2016, premier volet adopté en juillet 2019.	Possible reprise des trilogues si la COM et le PE le demandent	La Présidence portugaise souhaite faire aboutir les négociations sur le volet justice (2 actes). La présidence SI ne semble pas, à ce stade, vouloir s'emparer de ce dossier. Pour mémoire la France fait partie des Etats membres les plus impliqués.	Non prioritaire	CAG
V.5	« Droit d'initiative » du Parlement européen – accord interinstitutionnel ?	<p>2021 ? – engagement de la Présidente de la Commission.</p> <p>Le rapport d'initiative du Parlement européen devrait être adopté à l'automne 2021.</p> <p>La Commission attendra probablement le</p>	<p>Possible publication de la Commission sous présidence française.</p> <p>Le Parlement souhaite multiplier les actions y compris politiques,</p>	Incertain	<p>Non prioritaire</p> <p>Non prioritaire</p>	CAG

	Droit d'enquête du Parlement européen	<p>rapport du Parlement européen avant de publier sa proposition.</p> <p>Initiative législative spéciale du Parlement européen (l'article 226§3 TFUE), après approbation du Conseil et de la Commission.</p> <p>Négociations informelles depuis 2011, qui n'ont toujours pas abouti à un texte recueillant l'accord des trois services juridiques des institutions.</p>	<p>vis-à-vis du Conseil, de la Commission et des parlements nationaux . Un projet de courrier est en cours de préparation au sein du GAG, sous présidence PT, en réponse à un courrier d'AFCO, du 26 octobre 2020.</p>	<p>La présidence PT souligne, dans son projet de courrier, la persistance de points de divergence importants</p> <p>En l'état, seul un nouveau courrier d'AFCO, sous la PFUE, appellerait une réponse</p>		
V.6	Révision du règlement « comitologie »	2017	<p>Le PE, favorable à une reprise, a adopté son mandat de négociation en décembre 2020. Lors du GAG du 19 mars 2021, les EM qui se sont tous exprimés, ont unanimement invité la COM à prendre acte du caractère irréconciliable des positions des co-législateurs et à</p>	<p>Négociation qui a peu de chances d'aboutir. Possible retrait de la proposition par la COM.</p> <p>Si un agenda transparence venait à être mis en avant sous PFUE, la transparence des votes en comité d'appel pourrait être mobilisée à cet égard – étant précisé que cette option devrait être appréciée au cas par cas, avec mise en balance des intérêts en jeu.</p>	Non prioritaire	CAG

			retirer sa proposition, en explorant le cas échéant la voie alternative d'un amendement au règlement intérieur du comité d'appel pour permettre la publicité des votes des EM.			
V.7	<p>Négociations interinstitutionnelles sur la transparence des informations en matière d'accords internationaux</p> <p><i>** incertitude sur le caractère législatif de cet objet</i></p>	<p>Proposition d'octobre 2016 en application du paragraphe 40 de l'All Mieux Légiférer.</p> <p>Déclaration à venir de la COM le 27 avril 2021 sur les droits du PE dans la mise en œuvre de l'accord de commerce et de coopération avec le RU. Contre-déclaration du Conseil adoptée par procédure écrite le 28.</p>	<p>Possibilité de reprise des négociations, à l'initiative du PE et de la COM</p>	<p>Échec des négociations en mai 2019.</p> <p>Le PE, la COM (et le HR) pourraient souhaiter relancer des négociations sur la coopération interinstitutionnelle en matière d'accord internationaux, soit trilatérales (révision de l'accord-cadre de 2010), soit en associant le Conseil. Le débat a été relancé dans le cadre de l'approbation, par le PE, de la décision de conclusion de l'accord de commerce et de coopération avec le RU, une partie des députés réclamant un accord interinstitutionnel consolidant les engagements pris par la COM à l'égard du PE dans sa déclaration.</p>	Non prioritaire	CAG
V.8	<p>Révision du statut du Médiateur Européen</p>	<p>Adoption de la proposition de règlement par le PE en février 2019</p>	<p>Mandat du Conseil adopté le 9 décembre 2020, négociations Conseil/PE dès décembre 2020. La présidence portugaise est résolue à faire aboutir les</p>	<p>Discussions dépendant en partie, notamment, de la position du PE ainsi de la prise en compte d'impératifs pour la FR (périmètre d'action clairement défini ; affirmation de la localisation des services du Médiateur à Strasbourg).</p>	Non prioritaire	CAG

			négociations d'ici la fin du premier semestre 2021.			
VI. L'EUROPE DE LA DEFENSE						
VI.1	Fonds Européen de défense - règlement		Position du Conseil en 1 ^e lecture adoptée en mars 2021, entrée en vigueur du règlement prévue mi-mai 2021	Rapport annuel de mise en œuvre	Priorité moyenne	CAE - DEFENSE
VI.2	Fonds européen de défense – décision d'attribution 2021 (acte d'exécution)	Soumission au comité probablement en juin ou juillet 2022 Calendrier basé sur une hypothèse d'adoption du programme de travail 2021 en juin 2021.			Priorité moyenne	CAE - DEFENSE
VI.3	Fonds européen de défense – programme de travail 2022 (acte d'exécution)	Soumission au comité au 1 ^{er} semestre 2022			Priorité moyenne	CAE - DEFENSE
VI.4	Marchés dans le domaine de la défense et de la sécurité – directive 2009/81/CE		Pas de révision prévue par la Commission, hormis la révision tous les 2 ans des seuils (acte		Non prioritaire	CAE - DEFENSE

			délégué prévu au 2 ^{ème} semestre 2021)			
VI.5	Transferts intra communautaires de produits liés à la défense – directive 2009/43/CE	1 ^{er} semestre 2022 : acte délégué pour mettre à jour la liste des produits liés à la défense figurant dans l'annexe, qui doit correspondre rigoureusement à la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne (mise à jour annuelle).	Pas de révision de la directive prévue par la Commission, hormis la mise à jour de l'annexe.		Non prioritaire	CAE - DEFENSE
VI.6	Proposition de règlement sur la gouvernance européenne des données	Proposition législative présentée par la Commission le 25 novembre 2020 Les discussions devraient se poursuivre sous présidence française Possible adoption définitive du texte sous présidence française	Enjeu armées : maintenir et renforcer l'exclusion prévue pour les activités relevant de la défense et de la sécurité nationale (protéger les données sensibles de défense et les exempter de l'application du principe de libre circulation des données		Priorité moyenne	TTE – « TELECOMMUNICATIONS »

VII. L'EUROPE ACTEUR MONDIAL						
VII.1	Révision du règlement SPG – Système de Préférences Généralisées, en remplacement du règlement UE 978/2012	T3 2021	Conduite des discussions au Conseil, voire premier trilogues	Moyenne. Le sujet apparaît consensuel au sein des EM, mais pourrait être plus complexe au niveau du PE	Priorité élevée	CAE - COMMERCE
VII.2	OMC – contribution de l'UE à la réforme	L'Union contribuera activement au lancement des travaux sur la réforme lors de la 12 ^e conférence ministérielle (MC12) en décembre 2021	Assurer le lancement des travaux sur la réforme acté lors de la CM12	Sensibilité du sujet sera fonction du niveau de convergence observé lors de la MC12, même si probabilité forte de discussions difficiles avec de multiples points bloquants	Priorité élevée	CAE - COMMERCE
VII.3	Accord Post Cotonou	Conclusion des négociations et paraphe en avril 2021	Signature et entrée en vigueur provisoire possible au S1 2022	La signature est prévue en décembre 2021, mais un glissement est possible	Priorité élevée	CAE - DEVELOPPEMENT
VII.4	Accord UE-Royaume-Uni : présentation par la COM d'un projet de règlement pour l'adoption des mesures autonomes	Proposition de règlement attendue au plus tard le 31 mars 2022	Démarrage des discussions	Sensibilité forte du sujet notamment au regard de l'agenda britannique de dérégulation dans certains secteurs. Présentation du projet qui doit être l'occasion de faire un bilan du mécanisme d'adoption des mesures autonomes prévu par la décision de signature de l'accord. Le PE pourrait souhaiter un rôle plus important dans le déclenchement des mesures autonomes que ce que prévoit le système actuel.	Priorité élevée	
VII.5	Négociations commerciales en cours		Les négociations de certains accords de		Non prioritaire	CAE - COMMERCE

			commerce pourraient aboutir au S1 2022. Plusieurs accords pourraient par ailleurs être prêts pour la signature du Conseil ou pour leur ratification au PE			
--	--	--	---	--	--	--